

**MOT DE CIRCONSTANCE DES BAMI ET CHEFS
TRADITIONNELS DU SUD-KIVU A L'OCCASION
DE LA CONFERENCE SUR LA PAIX, LA SECURITE
ET LE DEVELOPPEMENT DANS LES PROVINCES
DU NORD-KIVU ET DU SUD-KIVU**

Goma, le 14 janvier 2008.

**MOT DES CHEFS DES CHEFFERIES ET SECTEURS DU SUD KIVU
A LA CONFERENCE SUR LA PAIX, LA SECURITE ET
LE DEVELOPPEMENT DANS LES PROVINCES DU NORD KIVU ET
DU SUD KIVU**

- **Monsieur le Représentant du Chef de l'Etat,**
- **Honorable Président de l'Assemblée Nationale**
- **Excellence Monsieur le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur,
Décentralisation et Sécurité,**
- **Monsieur l'Abbé Président de la Conférence,**
- **Distingués Invités,**
- **Mesdames et Messieurs les conférenciers**

De prime abord, les Chefs des chefferies et secteurs du Sud Kivu tiennent à transmettre aux populations du Nord et du Sud Kivu à travers cette auguste assemblée leurs vœux les meilleurs pour cette nouvelle année 2008.

Que celle-ci nous apporte à tous la PAIX.

Les autorités traditionnelles ne peuvent que saluer avec enthousiasme la tenue des présentes assises nées de la volonté conjugée des Kivutiennes et des Kivutiens, du gouvernement et du Président de la République Démocratique du Congo.

Nous remercions aussi les partenaires tant nationaux qu'internationaux qui ont bien voulu nous accompagner dans notre recherche d'une paix durable dans les Kivu et au delà dans la région des grands lacs.

Qu'ils veuillent recevoir ici l'expression de notre profonde gratitude.

Mesdames et Messieurs les conférenciers,

A l'époque précoloniale, les autorités traditionnelles étaient les réels détenteurs du pouvoir. Leurs tribus vivaient de manière générale dans l'harmonie, la sécurité et la paix, autour de leurs chefs coutumiers appelés dans le grand Kivu « BAMI ».

A l'arrivée du colonisateur, ce pouvoir sera scindé en deux. L'un moderne exercé par les représentants du pouvoir belge et l'autre traditionnel ou coutumier sera gérée par les Chefs tribaux dont les empires ou royaumes n'ont pu être démantelés ou anéantis.

A la Table ronde de 1960, les autorités traditionnelles bien qu'ayant participé activement à ces assises, après l'accession de notre pays à l'Indépendance, devinrent de nouveau l'objet des tentatives de déstabilisation, mais cette fois de la part de leurs propres fils.

Les deux guerres à répétitions qu'a connu notre pays ont fait plus de 3 millions de morts et parmi ceux-ci plusieurs chefs coutumiers.

A titre d'exemple dans la province du Sud – Kivu, le Mwami LENGHE des Bavira du Territoire d'Uvira sera sommairement exécuté.

Qui parmi nous a oublié les massacres de MAKOBOLA KATOGOTA et celles de KASIKA dans lesquelles ont péri le Mwami MUBEZA et toute sa famille ?

Les massacres de GATUMBA où l'ont vu des vieillards, des femmes et des enfants lâchement assassinés. Des hommes et femmes décapités à KIOKA.

Que dire encore des massacres de BURHINYI, LUHWINDJA, NINJA, de MAMBA et de KANYOLA où des exactions continuent à ce jour au vu et au su de la communauté nationale et internationale.

Nous ne citerons pas les différents chefs de groupement et autres congolais qui ont perdu leurs vies dans une guerre dont ils n'étaient ni les commanditaires ni les initiateurs et encore moins les acteurs.

Monsieur l'Abbé Président,

Mesdames et Messieurs les conférenciers,

Si les chefs coutumiers ont accepté de quitter momentanément leurs populations et leurs entités c'est parce qu'ils espèrent, comme toutes les Kivutiennes et Kivutiens, et par delà tout Congolais que la présente conférence apportera à notre pays la PAIX. Cette paix que nous recherchons tous, nous ne pourrons l'obtenir qu'en nous regardant droit dans les yeux et en nous disant sincèrement et franchement la vérité.

Les Chefs coutumiers de la province du Sud – Kivu sollicitent votre indulgence pour faire l'état des lieux de leurs entités avant de vous proposer certaines recommandations qu'ils souhaiteraient avec vous, distingués conférenciers examiner.

I. ETAT DES LIEUX

I. A. Du point de vue de la Paix et la Sécurité nous constatons

ce qui suit :

- 1) La présence massive de groupes armés Hutus Rwandais et burundais qui sévissent au vu et au su de tous contre nos populations.

- 2) Les groupes armés nationaux réfractaires au brassage qui s'illustrent par des exactions de toute sorte

- 3) Le laxisme dans la dynamique du brassage des différents groupes armés qui conduit au retard dans la formation d'une armée véritablement structurée et républicaine d'où :
 - a. *le manque d'unité de commandement ;*

 - b. *le manque de collaboration entre les différents officiers issus des rangs des anciennes organisations politico-militaires et du gouvernement*

 - c. *les soupçons de trahison contre leur propre pays dans le chef de certains officiers ;*

 - d. *l'affairisme dans la gestion de la logistique par certains galonnés au détriment des hommes de troupes et de la République ;*

- 4) L'échec de la CONADER dans l'encadrement des démobilisés

- 5) La manipulation dangereuse de la donne ethnique par certains politiciens pour des intérêts égoïstes ;
- 6) L'instrumentalisation de certains politiciens contre les intérêts supérieurs de leur propre pays ;
- 7) Le manque de patriotisme dans le chef des certains agents œuvrant dans les services de la sécurité civile et plus particulièrement à nos frontières ;
- 8) Le chevauchement et la pléthore des dits services de sécurité ;
- 9) La circulation incontrôlée et massive des armes de guerre ;
- 10) La solde insignifiante et la paie irrégulière de celle-ci aux soldats et policiers.
- 11) et nous en passons

I.B. *Du point de vue humanitaire et social l'impact du point « Paix et Sécurité » nous amène à faire le constat amer suivant :*

- La continuation du refuge de milliers de congolais à l'étranger ;
- Le déplacement massif des populations à l'intérieur des territoires et chefferies et parfois même vers les centres urbains ou urbanisés. Nous pensons ici à Uvira, Bukavu, Kavumu, Minova, Kamituga, etc.

- L'accroissement du taux de VIH/SIDA ainsi que des MST dans les milieux ruraux ;
- La résurgence de maladies pourtant en voie d'éradication avant les guerres à répétition ;
- La paupérisation généralisée des villageois.
Et nous en passons faute de temps

I.C. Du point de vue « DEVELOPPEMENT »

- Les menaces de destruction de notre écosystème suite à l'arrivée massive des réfugiés et aux guerres à répétition ;
- Le ralentissement des activités socio-économiques à l'intérieur de la Province du Sud-Kivu ;
- La paupérisation généralisée des villageois et leur exode vers les centres plus sécurisés ;
- Le manque d'un programme national de développement à la base ;
- La destruction des infrastructures administratives des chefferies et secteurs.

Monsieur l'Abbé Président de la Conférence

Au delà de ce sombre tableau, nous sommes réunis ici pour regarder tous avec espoir vers un avenir meilleur pour notre postérité.

C'est pour cela que nous Chefs des chefferies et des secteurs sommes ici et avec votre autorisation permettez-nous de formuler à l'intention des conférenciers et cela pour examen et appréciation les quelques recommandations ci-après :

A. SUR LE PLAN PAIX ET SECURITE

1. Désarmer et rapatrier toutes les milices hutu rwandaises (Ex-FAR, INTERAHAMWE, FDLR, RASTAS, ...) et burundaises (FNL,...) dans leurs pays d'origine.
2. Envoyer dans un autre pays d'asile que la RDC des réfugiés qui ne peuvent retourner au Rwanda ou au Burundi et qui ne seront pas poursuivis pour génocide, crime de guerre, etc...
3. Contraindre tous les groupes armés nationaux à rejoindre soit le brassage, soit le DDR ;
4. Que les responsables des violations graves des droits de l'homme (viols, massacres, recrutement d'enfants dans les groupes armés) et tous ceux qui s'enrichissent sur le dos des hommes des troupes soient traduits en justice et sanctionnés conformément à la loi ;

5. En plus du brassage, créer une commission de restructuration de l'armée chargée de déterminer :

- l'effectif réel des éléments des FARDC et la composition de leurs brigades
- le besoin en logistique pour une armée moderne
- le besoin en renforcement des capacités (formation, infrastructures, etc.)
- les textes réglementaires régissant l'armée.

Il faudrait penser à permuter toutes les brigades déployées à l'Est ainsi que les agents des services de sécurité civile. Déplacer ou muter les seigneurs de guerre qui intégreraient les FARDC de leur champ d'action

6. Que les politiciens qui se disent congolais servent les intérêts de la Nation Congolaise au lieu d'être instrumentalisés par les pays de la région ;

7. Déterminer clairement l'apport de la MONUC aux FARDC dans le rétablissement de la Paix et de la Sécurité dans les provinces du Nord et du Sud Kivu ;

B. SUR LE PLAN HUMANITAIRE

1. Mettre tout en œuvre pour sécuriser les milieux ruraux afin de faciliter le retour des déplacés internes dans leurs villages d'origine ;

2. Créer une commission chargée d'identifier et de dénombrer les réfugiés congolais établis dans les pays voisins avant leur rapatriement.

C. SUR LE PLAN DEVELOPPEMENT

- ❖ Faire un plan Marshall pour le développement durable des Provinces du Nord Kivu et du Sud Kivu
- ❖ Créer des fonds spéciaux pour :
 - les victimes des violences sexuelles ;
 - la prise en charge des malades du VIH/SIDA et des MST;
 - la réhabilitation de l'écosystème ;
 - la réhabilitation des infrastructures de base.

Monsieur l'Abbé Président,

Distingués conférenciers et invités,

Pour terminer, nous pensons qu'il est indispensable de mettre à la disposition de chaque conférencier ou tout au moins des membres des commissions PAIX et SECURITE les résolutions du Conseil de Sécurité sur la R.D.C., notamment les n° 1596 et 1794.

Pour compléter ces documents, nous suggérons aussi que les différents engagements pris par la République Démocratique du Congo soient minutieusement examinés par les conférenciers afin d'éviter de

prendre dans ces assises des recommandations ou résolutions contradictoires à celles du conseil de sécurité de notre pays.

Nous citons :

- a) la déclaration de Rome ;
- b) l'accord de Kigali ;
- c) l'accord de Ngurdoto en Tanzanie ;
- d) l'accord de Nairobi, aujourd'hui distribué
- e) le communiqué d'Addis - Abeba et autres.

**Monsieur le Représentant du Chef de l'Etat,
Honorable Président de l'Assemblée Nationale,
Excellence Monsieur le Ministre d'Etat chargé de l'Intérieur,
Décentralisation et Sécurité,
Monsieur l'Abbé Président de la Conférence,
Distingués Invités,
Mesdames et Messieurs les conférenciers,**

Toutefois, nous BAMI et Chefs traditionnels du Sud – Kivu n'accepterons pas que nouveau découpage soit le prétexte pour certaines communautés d'assouvir leurs appétits expansionnistes et d'anéantir nos coutumes. Nous demandons au peuple congolais, du haut de cette tribune, d'être aujourd'hui plus vigilant qu'hier.

S'agissant de la loi sur la décentralisation, nous Chefs coutumiers de la Province du Sud – Kivu, recommandons à celle-ci de se conformer à la constitution, car après avoir parcouru la constitution de la RDC, la création des communes rurales n'a été mentionnée nulle part. A la lecture de la même constitution, nous savons que les territoires qui avaient une personnalité juridique sont devenus des entités décentralisées. Les chefferies et les secteurs, entités de base consacrées par la constitution ne peuvent voir créées en leur sein d'autres entités non reconnues par la constitution.

Nous demandons, enfin, en qualité des chefs coutumiers et autorités morales de nos populations et vivant quotidiennement avec ces dernières que nous soyons chargés du suivi, de l'exécution des résolutions et recommandations et de la sensibilisation.

S'agissant des différents massacres cités dans toutes les adresses des communautés, nous pensons que les ateliers seront le lieu indiqué pour dire qui a fait quoi contre qui. Nous BAMI du Sud-Kivu, au cas où l'un ou l'autre de nos enfants auraient été acteur ou complice des crimes contre l'humanité, de génocide de guerre et autres exactions contre l'une ou l'autre des communautés de notre Province en leur nom, nous demandons pardon.

Nous BAMI et Chefs Traditionnels du Sud-Kivu n'entendons pas que ce pardon exclue la responsabilité des uns et des autres et demandons que justice soit rendue au regard des crimes commis.

Par la même occasion, nous demandons à certaines communautés qui du haut de cette tribune ont dénoncé les massacres commis à l'endroit de leurs populations de demander aussi solennellement pardon car nous ne pensons pas que ces massacres ont été l'œuvre de plusieurs communautés contre une seule communauté ou vice versa.

Pour terminer, nous lançons un appel solennel à tous nos enfants, membres des groupes armés, à rejoindre les rangs des Forces Armées de la République Démocratique du Congo et à quitter la voie du mal.

Honore ton père et ta mère. La Bible nous recommande.

Au nom des Chefs coutumiers du Sud – Kivu, j'ai dit et je vous remercie.

Goma, le 12 janvier 2008

This document was created with Win2PDF available at <http://www.win2pdf.com>.
The unregistered version of Win2PDF is for evaluation or non-commercial use only.
This page will not be added after purchasing Win2PDF.